

# La démocratie à crédit

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

3. Cotonou — Boniface Koudou, la jeune vingtaine, confectionne des vêtements sur mesure dans un petit atelier. Le Chic des jeunes, dans le quartier Placodji. Sa vie n'a guère changé depuis le rétablissement, en 1990, de la démocratie et du libéralisme après 17 années de dictature marxiste et militaire. Cependant, dit-il, «la démocratie, c'est important, parce que la démocratie, c'est la liberté. Aujourd'hui, je peux vous parler librement». La vie est dure, l'alimentation rudimentaire, les médicaments rares, l'école trop chère. Mais au moins, «on peut s'en plaindre ouvertement».

La conquête des libertés civiles représente le gain le plus tangible de la transition démocratique au Bénin. Le pays a connu deux élections législatives réussies. Les institutions sont respectées. Les Béninois reprennent doucement confiance dans le système bancaire et les tribunaux. La presse a connu une explosion. Mais des 50 titres nés dans la ferveur du renouveau démocratique, il n'en reste guère qu'une dizaine, dont deux quotidiens. L'un est le journal contrôlé par l'Etat. L'autre, c'est *Le Matin*, seul quotidien indépendant, qui vit avec huit journalistes et 2000 exemplaires.

L'autre avantage du renouveau démocratique, c'est l'afflux des capitaux étrangers. Le Bénin est perçu comme le laboratoire de la démocratisation à l'africaine. Les pays du Nord inondent le Bénin d'aides financières qui représentent jusqu'aux deux tiers des revenus de l'Etat. Le géographe béninois John Igué parle de cet argent comme de la «rente de la démocratie», un apport conjoncturel de revenus.

«Quand la rente va se retirer, ça va révéler les faiblesses de la société», dit le professeur. M. Igué raconte que le Bénin a toujours vécu de rentes conjoncturelles, qui ont généralement été tributaires de l'exportation ou de la volonté de puissances étrangères. C'était le cas, déjà, au XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque les rois d'Abomey régnaient sur le Bénin et organisaient, à leur plus grand profit, la traite des esclaves vers l'Europe et l'Amérique. Lorsque l'on mit fin à la traite négrière, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les esclaves furent utilisés pour extraire l'huile de palme, qui devint le principal produit d'exportation.

La traite négrière et le commerce de l'huile de palme procurèrent au pays un certain enrichissement. Les Béninois allaient à l'école. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Bénin était connu comme le Quartier latin de l'Afrique. Ses hauts fonctionnaires régnaient dans les colonies voisines. Après les esclaves et l'huile, le pays exportait ses cerveaux. Cela dura jusqu'à la décolonisation.

En accédant à l'indépendance, en 1960, le Bénin devint le Dahomey et entra dans une période difficile. Le pays connut cinq coups d'Etat dans les années 1960. Le pays était devenu l'enfant malade de l'Afrique. En 1972, le général Mathieu Kérékou prit le pouvoir par les armes et le garda sans partage jusqu'en 1989.

Durant cette période, relate M. Igué, Kérékou put se maintenir facilement au pouvoir parce que le peuple mangeait à sa faim. Le pays avait retrouvé les bénéfices d'une nouvelle rente de situation, reliée, cette fois-là,



PHOTO MICHEL VENNE

Quelque 25 000 personnes habitent le village lacustre de Ganvié, au nord de Cotonou, et ne veulent pas vivre ailleurs même si elles n'ont ni électricité, ni eau courante, ni égouts, et qu'elles doivent, à la saison des pluies, vivre dans des cases inondées.

à la réexportation de matières premières des pays voisins: le phosphate du Togo, l'uranium du Niger et le pétrole du Nigeria. Le Bénin vivait de ses installations portuaires. Kérékou était soutenu par les puissances communistes et par les puissances pétrolières: URSS, Cuba, Libye.

Mais à la fin des années 80, les puissances communistes sont en déclin. Le mur de Berlin tombe. Les puissances pétrolières battent de l'aile. Les rentes dont bénéficie le Bénin s'épuisent. Kérékou chancelle. Il ne parvient plus à payer les salaires des fonctionnaires, qui se révoltent. Il pille les banques et jette par terre le système financier. Il emprisonne et maltraite les opposants, dont plusieurs fuient en exil. La France l'invite discrètement à jeter du lest, ce qu'il fait en convoquant la Conférence nationale des forces vives de la nation.

La conférence dure neuf jours, en février 1990, et regroupe les chefs syndicaux, politiques et religieux. Présidée par l'archevêque de Cotonou, Mgr Isidore de Souza, la réunion convient du retour à la démocratie, au multipartisme et au libéralisme économique. Des élections auront lieu l'année suivante. Le dictateur Kérékou sera battu par son premier ministre de transition, Nicéphore Soglo, qui était jusqu'alors cadre à la Banque mondiale, à Washington.

Cinq ans après, Mgr de Souza est perplexe. Il se demande si les espoirs suscités par la conférence étaient exagérés. «On espérait un changement radical, dit-il. Mais aujourd'hui, on constate que les mentalités n'ont pas changé.» Il reproche aux dirigeants légitimement élus de «s'en mettre plein les poches» au lieu de susciter un sentiment d'appartenance nationale. «Sous certains aspects, le régime Kérékou était moins corrompu que le régime actuel», dit-il.

Le professeur Igué n'est pas loin de dire la même chose. A son avis, les 50 partis politiques (pour une population de cinq millions d'habitants) nés de la conférence nationale ne sont que «des clubs électoraux». Le résultat est que «personne ne se sent concerné par l'action gouvernementale», dit-il. «Les gens trouvent que leurs intérêts ne sont défendus nulle part au sein de la nation». En réaction, les gens se re-

groupent par intérêt dans leur région. Ce clivage apparaît nettement dans la division du corps électoral. Chaque grande région appuie une mouvance politique différente.

La négation du sentiment national, dit M. Igué, rend les gens égoïstes, ils ne pensent plus qu'à eux. Ils se débrouillent pour survivre. La démocratie et l'aide étrangère ont favorisé l'éclosion d'organisations non gouvernementales (ONG), qui révèle un désir de développer la société civile. Cette explosion témoigne également du manque de moyens disponibles. «Les demandes de subvention pour des projets pleuvent», dit le représentant d'OXFAM-Québec, Brian Smith.

Mais il n'y a guère de développement cohérent, sinon dans le commerce du coton, en dépit des efforts de Soglo pour ouvrir des voies de communication dans toutes les régions du pays et revaloriser le travail du paysan. Il a décrété la gratuité de l'école pour les filles. Mais les taux de scolarisation sont à la baisse. La dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, a réduit le pouvoir d'achat des salariés et fait bondir les prix. «La démocratie sans développement est un mot creux», dit Mgr de Souza, d'où son pessimisme.

D'autres, plus jeunes, continuent d'entretenir l'espoir, comme Pamphile Adjovi ou Boras Béhanzin, qui aident, avec leurs ONG, à la mise sur pied de coopératives, de groupements féminins, de caisses locales de crédit, dans la région de Bohicon, avec l'aide d'OXFAM.

La vice-présidente de l'Association des femmes juristes du Bénin, Marie-Elise Gbedo, est enthousiaste. Elle accroche son espoir à la vitalité retrouvée de la population, le regain d'espoir suscité par la démocratisation. «Je n'ai jamais vu autant d'artistes s'exprimer. J'ai vu des femmes se faire de plus en plus belles. Les gens sont psychologiquement ragaillardis. Mais il faudra du temps, dit-elle. Cinq ans, ce n'est pas assez, il en faudra vingt.»

FIN

Michel Venne a réalisé ce reportage grâce à une Bourse Nord-Sud décernée annuellement par la FPJQ et financée par l'ACDI.

Le Devoir, 7 février 1996